

Projets climatiques : un urgent besoin d'investissements privés efficaces

Davantage d'investissements en faveur du climat sont nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C. Le Seco souhaite améliorer les conditions-cadres pour des investissements privés efficaces et durables dans les pays en développement, par exemple dans des projets liés aux énergies renouvelables. *Patrick Renz*

Abrégé Viser une limitation du réchauffement climatique à 1,5°C n'est pas réaliste au vu des plans « climat » nationaux adoptés jusqu'ici et des fonds publics disponibles. La participation du secteur privé est donc une urgente nécessité. La Suisse entend associer davantage le secteur privé aux mesures de lutte contre le changement climatique dans son financement du développement. Les marchés financiers internationaux accordent toujours plus d'attention aux risques climatiques : la demande de placements verts augmente fortement. Pour que ces fonds indispensables puissent être effectivement investis, des conditions-cadres plus intéressantes pour le secteur privé sont nécessaires dans les pays en développement. Augmenter les investissements est cependant inutile si leurs effets font long feu ou s'ils ont des effets indésirables. Au-delà de l'euphorie accompagnant l'obtention de fonds supplémentaires, le résultat ne doit pas être perdu de vue.

Bien que Davos ait accueilli les visiteurs du Forum économique mondial (WEF) 2019 dans le froid et la neige, l'indice des risques mondiaux publié par le WEF montre que les trois principaux dangers identifiés cette année sont liés au réchauffement climatique. Il s'agit des phénomènes météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles ainsi que de l'échec des politiques à lutter contre le changement climatique et à s'y adapter. Les climatologues prévoient aussi un retour du phénomène El Niño, responsable de tempêtes, d'inondations et de sécheresses. Une hausse record des émissions de CO₂ est en outre attendue.

Le bilan de l'année écoulée vient encore noircir le tableau : 2018 a été la quatrième année consécutive avec une température moyenne mondiale supérieure de 1°C aux niveaux préindustriels. Selon le rapport d'octobre 2018 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le réchauffement planétaire devrait atteindre entre 2030 et 2052 la limite maximale de 1,5°C fixée par l'Accord de Paris sur le climat.

Le réchauffement de 1,5°C est déjà aujourd'hui une réalité dans de nombreuses régions, notamment en Suisse, où la température moyenne annuelle a augmenté de 2°C depuis le début des mesures. Pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C, la neutralité carbone doit être atteinte à l'échelle mondiale

d'ici à 2050. Cela signifie que la quantité de CO₂ dans l'atmosphère ne pourra plus augmenter à partir de cette date ou devra même être réduite.

Des programmes de protection du climat insuffisants

Le changement climatique est un défi mondial qui appelle d'urgence une solution globale. D'importants éléments pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris ont à ce titre été adoptés en décembre 2018 lors des négociations sur le climat à Katowice, en Pologne. Les participants se sont entre autres entendus sur une méthode qui doit à l'avenir permettre de suivre les progrès de chaque pays dans la mise en œuvre de ses objectifs climatiques.

Les objectifs tangibles de réduction ou d'économie d'émissions de CO₂ formulés par les différents pays dans le cadre de l'Accord de Paris n'ont pas été discutés à Katowice. Ils ne suffiront hélas même pas à maintenir la hausse de la température planétaire sous les 2°C. Il n'existe en outre pas de directive contraignante mondiale sur la manière dont les pays devront progressivement adapter leurs plans de protection, jusqu'ici insuffisants, aux objectifs climatiques.

Rien ne serait toutefois fait uniquement avec des plans nationaux plus ambitieux. Pour atteindre l'objectif d'un réchauffement maximum de 1,5°C et en l'absence d'autres mesures politiques, les investissements annuels consentis à l'échelle mondiale dans le domaine énergétique devraient être en moyenne supérieurs de 830 milliards de dollars à ce qu'ils sont aujourd'hui, selon le Giec. Dans les pays émergents en particulier, les fonds publics, y compris les ressources destinées au climat issues du financement international du développement, ne couvrent qu'une fraction des investissements nécessaires. Associer le secteur privé est donc impératif.

Une contribution suisse équitable

En plus de sa politique nationale en la matière, la Suisse soutient le combat des pays en développement contre le changement climatique dans le cadre de la coopération inter-

Le projet éolien de Gul Ahmed

Le Groupe de développement des infrastructures privées (PIDG) est une initiative visant à mobiliser des fonds privés dans les pays en développement à laquelle participe le Seco. Le projet d'énergie éolienne de Gul Ahmed au Pakistan constitue un exemple de programme de protection du climat financé par le PIDG. L'entreprise Gul Ahmed Energy avait des difficultés

à structurer ses finances et à attirer des investisseurs privés pour un projet d'énergie renouvelable : le PIDG a donc mis à disposition son expertise et 15 millions de dollars pour développer une installation éolienne de 50 mégawatts. L'injection du PIDG a mobilisé 120 millions supplémentaires, dont 69 provenant du secteur privé local. Gul Ahmed a ainsi pu,

avec des fonds limités de donateurs, démontrer la rentabilité d'un tel projet aux investisseurs privés nationaux et susciter de nouveaux financements dans le secteur des énergies renouvelables au Pakistan. Le projet réduit les émissions de CO₂ du pays de 93 800 tonnes par an et garantit ou améliore l'accès à l'électricité pour plus de 350 000 personnes.



La Suisse coopère également avec les investisseurs privés pour augmenter l'efficacité des projets respectueux du climat dans les pays en développement.

nationale. Dès la Conférence sur le changement climatique de Copenhague en 2009, il a été décidé avec d'autres pays industrialisés d'y consacrer ensemble un total de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Provenant de sources publiques et privées, ces fonds doivent aider les pays en développement à mettre en œuvre des actions contre le changement climatique et à s'adapter à ses conséquences. En 2017, le Conseil fédéral a annoncé dans un rapport que, sur ces 100 milliards, la juste part de la Suisse est comprise entre 450 et 600 millions de dollars par an dès 2020¹. À cette fin, le Conseil fédéral entend utiliser des fonds publics et mobiliser très largement des fonds privés.

Le financement international de la Suisse en faveur du climat ne doit toutefois pas se limiter au minimum de 450 millions de dollars, ont conclu des experts du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), de l'Office fédéral de l'environnement (Ofev) et de la Direction du développement et de la coopération (DDC) dans un concept technique concernant une plus forte mobilisation du secteur privé en faveur d'investissements respectueux du climat dans les pays en développement. Ce dernier signale que les variations annuelles dans le financement des projets, les différentes durées de ceux-ci ou encore les fluctuations monétaires influenceront le niveau de l'effort international de la Suisse pour le climat également à l'avenir. Une certaine

marge de manœuvre financière est donc indispensable.

Actuellement, les fonds publics destinés à la coopération internationale de la Suisse stagnent et de nouvelles sources de financement en faveur de la protection du climat mondial, comme des taxes dédiées, ont peu de chance d'aboutir politiquement. Un financement climatique plus élevé n'est donc concevable qu'avec une plus forte mobilisation du secteur privé. Le renforcement d'initiatives existantes (voir *encadré*), l'introduction de nouveaux instruments ainsi que l'engagement des ressources nécessaires doivent être examinés.

Les flux financiers mondiaux, principal levier

L'Accord de Paris demande également des flux financiers respectueux du climat, car le fait d'investir dans une centrale à charbon de faible niveau technologique dans un pays en développement génère par exemple des émissions supérieures à celles économisées dans le même temps avec des sources d'énergie renouvelable financées par l'État. Ces risques climatiques n'ont longtemps pas été pris en compte (ou très peu) dans les portefeuilles des banques, des assurances ou des fonds de pension. Or, la cible d'une augmentation maximale de 1,5°C de la température ne peut être atteinte que si les pratiques d'investissement des marchés financiers favorisent la transition vers une économie mondiale plus durable, au lieu de la ralentir. Quelque 7300 milliards de francs d'actifs sont gérés seulement en Suisse.

Le WEF a montré cette année qu'un nombre croissant d'acteurs changent d'optique. Les placements verts, comme les investissements dans des sources d'énergie renouvelables, deviennent de plus en plus attrayants en termes de rendement. La demande de tels produits financiers a fortement augmenté ces dernières années. Le volume global des émissions d'obligations vertes a atteint 167 milliards de dollars en 2018 (voir *illustration*). En collaboration avec la Société financière internationale (SFI), le Seco soutient la promotion et l'amélioration qualitative de ces obligations dans les pays en développement et émergents.

Mais allouer des milliards supplémentaires pour financer la réduction des émissions et l'adaptation au changement climatique ne suffit pas. Des conditions-cadres favorables et des possibilités de placement attractives pour le secteur privé manquent pour augmenter les investissements respectueux du climat, notamment dans les pays en développement.

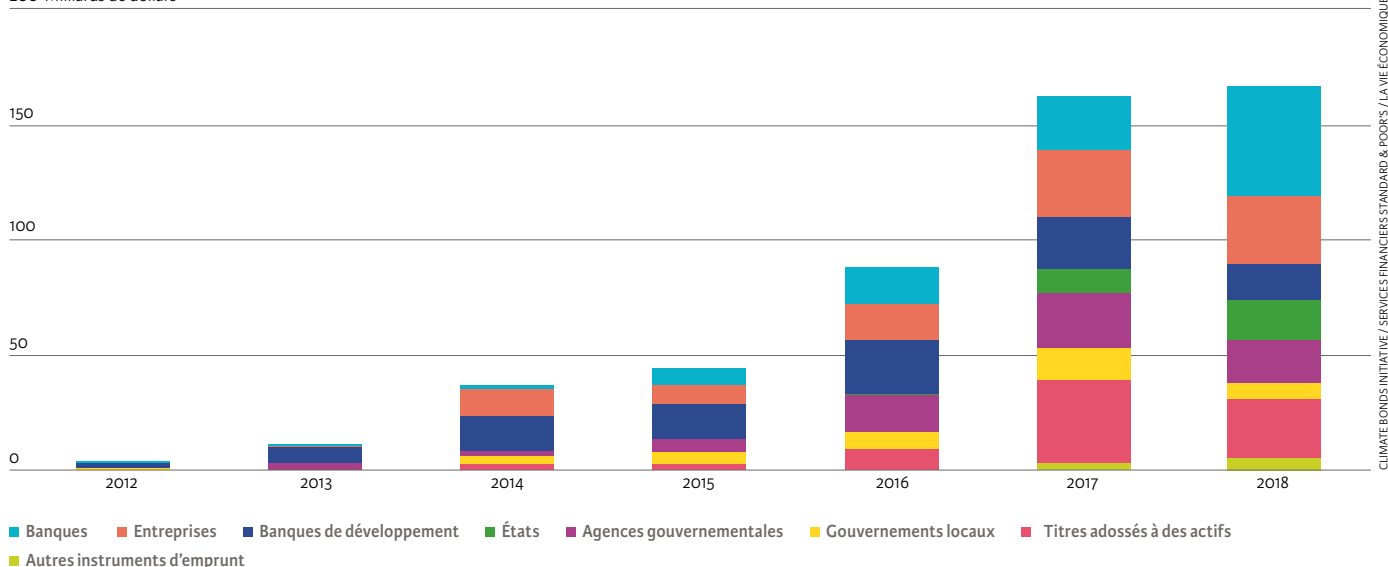
Des conditions-cadres pour les investisseurs privés

Dans le cadre de la coopération économique, le Seco soutient une croissance durable et inclusive dans les pays en développement et émergents. La mise en place de conditions politiques et économiques favorables au secteur privé est primordiale. Il s'agit par exemple d'aider les investisseurs privés à réduire les risques liés aux activités commerciales dans les pays en développement.

¹ Voir Conseil fédéral (2017), *Financement international dans le domaine du climat*. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 15.3798 du 2 juillet 2015 de la Commission de politique extérieure du Conseil national.

Émissions d'obligations « vertes » par types d'émetteurs (2012–2018)

200 Milliards de dollars



Outre la collaboration bilatérale avec les pays partenaires, la Suisse coopère avec les principales banques multilatérales de développement. Le Seco participe ainsi au « Energy Sector Management Assistance Program » du Groupe de la Banque mondiale, qui encourage des réformes durables du secteur énergétique dans les pays en développement. Le Seco soutient notamment l'Égypte, pays prioritaire, dans la suppression des subventions aux combustibles fossiles.

Par sa participation financière aux banques multilatérales de développement, la Suisse est également un membre actif de leurs organes directeurs. Ces banques financent des infrastructures résilientes aux changements climatiques et à faibles émissions. Elles rendent possibles des projets financièrement mûrs et pertinents sur le plan climatique en minimisant les risques de faisabilité économique et technique. Entre 2021 et 2025, le Groupe de la Banque mondiale veut dégager 100 milliards de dollars de ses propres ressources et un montant équivalent de fonds

mobilisés pour financer la lutte contre le changement climatique.

L'impact fait la différence

La coopération entre acteurs publics et privés pourrait donc ouvrir la voie à une limitation à 1,5°C de la hausse maximale des températures. Il est toutefois impératif que l'impact des moyens financiers engagés perdure ou qu'il n'y ait pas d'effets indésirables. Par exemple, une solution innovante qui favorise une consommation d'énergie plus efficace n'a de sens que si les consommateurs ne dépensent pas l'énergie économisée sous une autre forme, inefficace.

Il importe également de gérer judicieusement les risques écologiques, sociaux et de direction. La suppression de subventions aux combustibles fossiles ou la fermeture de mines de charbon peut affecter la population la plus pauvre d'un pays en provoquant une hausse des prix ou des pertes d'emplois. Pour éviter des problèmes sociaux dans des régions entières, les investisseurs publics et privés

doivent définir des solutions écologiques socialement acceptables et durables avec les acteurs concernés. Les banques multilatérales de développement jouent aujourd'hui un rôle majeur dans la promotion de normes mondialement reconnues. Les « Principes de l'Équateur », un ensemble de règles adoptées volontairement par les banques pour la prise en compte de normes environnementales et sociales dans le financement de projets, en sont un exemple. Les acteurs concernés devront à cet égard consentir de grands efforts à l'avenir également.



Patrick Renz

Collaborateur scientifique, secteur Coopération multilatérale, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Pour toute la vie

Les prestations de la Croix-Rouge en Suisse

Pour en savoir plus
prestations.redcross.ch



Accompagner, soutenir, épauler. Nous sommes là.
Près de chez vous, pour vous et votre famille,
pour un monde plus humain.

Croix-Rouge suisse

